

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/W/7/Add.16

12 septembre 1996

(96-3548)

Groupe de travail des services professionnels

Original: anglais

COMMUNICATION DU JAPON

Réponse au questionnaire sur le secteur des services comptables

La communication ci-après est distribuée à la demande du Japon.

I. GENERALITES

1. Quels sont les titres professionnels des professionnels comptables dans votre pays? Ces titres professionnels sont-ils protégés? Veuillez préciser comment.

Voir la réponse à la question B3 dans l'étude de l'OCDE.

Le titre professionnel est KOUNIN-KAIKEISHI ("certified public accountant"); il est protégé par la loi.

2. Comment le secteur des services comptables est-il réglementé dans votre pays: par la loi, par des règles propres à la profession ou par une combinaison des deux?

Voir les réponses aux questions B1 et B2 dans l'étude de l'IFAC.

Le secteur des services comptables est réglementé par la loi et par des règles propres à la profession.

3. Y a-t-il dans votre pays des dispositions visant à protéger les noms des sociétés professionnelles, qu'elles soient nationales ou étrangères?

Les dispositions du Code de commerce ou de conventions internationales auxquelles le Japon est partie peuvent s'appliquer dans les cas où il apparaît qu'un nom commercial ressemble à s'y méprendre à un autre nom déposé.

Dans le cas des cabinets comptables (sociétés d'audit), seule une société d'audit peut utiliser cette appellation dans sa raison sociale.

Voir la réponse à la question A6 dans l'étude de l'OCDE.

4. Quelles sont les organisations professionnelles dans votre pays? Sont-elles reconnues par la loi comme des organismes de réglementation ou de discipline pour la profession de comptable dans votre pays, ou ces fonctions sont-elles exercées par d'autres institutions (veuillez préciser)?

L'organisation professionnelle nationale est le Japanese Institute of Certified Public Accountants. Voir les réponses aux questions A2, B4 et B5 dans l'étude de l'IFAC.

5. Combien de membres ces organisations professionnelles comptent-elles? Combien, selon les estimations, exercent à titre libéral?

En 1995, le JICPA comptait 10 424 membres; presque tous les membres qualifiés exerçaient à titre libéral.

6. Quelle est la gamme des activités régulièrement exercées par les professionnels comptables dans votre pays?

Voir les réponses aux questions B8, B9.1 et B9.2 dans l'étude de l'IFAC.

7. Lesquelles de ces activités sont réglementées dans votre pays?

Voir la réponse à la question B10 dans l'étude de l'IFAC.

Au Japon, un professionnel doit être agréé comme "certified public accountant" (Konin-kaikeishi) pour pratiquer l'audit d'entreprises.

8. Lesquelles de ces activités sont, dans votre pays, réservées par la loi aux professionnels comptables, exercées tant par des professionnels comptables que par d'autres personnes (veuillez préciser), voire interdites aux professionnels comptables, par exemple en raison d'une prohibition totale ou du fait que le cumul de certaines activités considérées comme incompatibles ou s'excluant réciproquement n'est pas autorisé?

Voir la réponse à la question 7.

II. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE QUALIFICATIONS

9. Quelles sont les prescriptions en matière de qualifications pour l'exercice de ces activités dans votre pays en ce qui concerne le niveau d'études universitaires/supérieures, la pratique et les examens professionnels? Précisez le nombre d'années requises pour chaque élément et les différences selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, fiscalité, etc.).

Voir les réponses aux questions C3.2 et C3.3 dans l'étude de l'IFAC.

10. Y a-t-il des conditions préalables à remplir pour commencer la formation professionnelle: âge minimum, diplôme ou titre particulier, études antérieures, affiliation à une organisation professionnelle, acquittement de droits, autres (veuillez préciser)?

Non.

11. Quelles sont les matières devant figurer au programme de formation: comptabilité, audit, fiscalité, droit commun, économie, déontologie, informatique, autres (veuillez préciser)?

Il n'y a pas de prescriptions en matière de titres universitaires ou de diplômes d'études supérieures. Le premier examen de CPA porte uniquement sur les connaissances générales acquises au collège ou à l'université, tandis que le deuxième examen porte sur la tenue des comptes, la comptabilité financière et la comptabilité analytique, la théorie de l'audit, le code de commerce et deux autres matières à choisir entre la gestion des entreprises, l'économie et le Code civil.

Avant de passer le troisième examen (final), le candidat doit suivre le "cours de formation pratique" dispensé par l'institution compétente; ce cours porte sur les matières suivantes: comptabilité, audit, analyse financière, économie, déontologie, gestion, fiscalité, technologie de l'information et lois pertinentes.

III. NORMES TECHNIQUES ET DEONTOLOGIE

12. Pour quelles activités existe-t-il des normes nationales (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez préciser leurs principaux objectifs.

Il existe des normes nationales d'audit visant à garantir la qualité des services d'audit, et des normes comptables nationales qui servent à identifier, évaluer et présenter fidèlement la situation financière et les résultats des entreprises et à assurer la comparabilité des informations financières.

Les activités de liquidation-redressement judiciaire sont régies par le droit des faillites. (Toutefois, elles sont généralement exercées par les membres des professions juridiques.)

13. Quelle organisation ou institution élabore ces normes et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'un non-respect des normes (pour le professionnel, pour les clients, etc.)?

Les normes comptables et les normes d'audit sont élaborées par le Business Accounting Deliberation Council (BADC), organe consultatif auprès du Ministère des finances.

Aucune organisation ou institution ne "surveille" régulièrement l'application de ces normes.

En cas de fausse déclaration manifeste dans les états financiers, l'entreprise et le comptable peuvent être poursuivis au civil et au pénal. En outre, le comptable est passible de sanctions telles que la suspension ou le retrait de l'agrément.

14. Les normes internationales élaborées par l'IFAC (Normes et recommandations internationales en matière de formation, Normes internationales d'audit) et l'IASC (Normes comptables internationales) sont-elles reconnues ou utilisées dans votre pays? Dans l'affirmative, veuillez préciser comment. Dans la négative, veuillez indiquer pourquoi.

Les normes et recommandations internationales en matière de formation, les normes internationales d'audit et les normes comptables internationales ne sont pas reconnues au Japon, car le pays possède ses propres normes. L'harmonisation des normes japonaises avec les normes internationales est cependant envisagée par le BADC, dans la mesure du possible.

Pour ce qui est des normes comptables internationales, le Comité international des normes comptables est en train d'élaborer un ensemble complet de normes qui, s'il est jugé acceptable, pourrait être approuvé par l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO) et pourrait se substituer aux normes nationales pour les émissions et les cotations transfrontières.

S'agissant des normes internationales d'audit, des discussions sont en cours à l'IOSCO au sujet de l'adoption de ces normes en vue de leur application à la place des normes nationales dans le cas des émissions et cotations transfrontières.

15. Pour quelles activités existe-t-il un code de déontologie particulier (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez indiquer ses principaux objectifs.

Il existe un code de déontologie pour l'ensemble des activités comptables.

Les règles prescrites par le Japanese Institute of Certified Public Accountants (JICPA) visent à assurer la qualité des services professionnels et à protéger l'intérêt général.

16. Quelle organisation ou institution élabore ce code et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'une violation du code de déontologie par un professionnel ou une société?

Voir la réponse à la question 15.

17. Y a-t-il des restrictions en matière de commercialisation, de démarchage ou de publicité?

Voir la réponse à la question C6 dans l'étude de l'OCDE.

18. Y a-t-il des restrictions concernant la fixation des honoraires (niveaux plancher/plafond imposés, barèmes indicatifs, etc.)?

Voir la réponse à la question C7 dans l'étude de l'OCDE.

IV. PRESCRIPTIONS ET PROCEDURES EN MATIERE D'AGREMENT

19. Outre les prescriptions en matière de qualifications, quelles sont dans votre pays les prescriptions en matière d'agrément pour les personnes physiques?

Voir les réponses aux questions B1, B4, B6 et C dans l'étude de l'OCDE.

20. Y a-t-il des conditions à remplir pour pouvoir s'affilier à l'organisation ou aux organisations professionnelles pertinentes? Veuillez donner des précisions.

Les seules conditions à remplir pour pouvoir s'affilier au JICPA sont les prescriptions en matière de qualifications.

21. Y a-t-il des prescriptions spécifiques en matière d'agrément pour les sociétés professionnelles?

Non, il n'y a pas de prescriptions spécifiques en matière d'agrément pour les sociétés professionnelles; celles-ci doivent cependant être enregistrées auprès du JICPA.

22. Une demande d'agrément peut-elle être déposée à tout moment dans l'année ou y a-t-il des dates à respecter? Combien de temps faut-il pour mener à bien la procédure d'agrément? Veuillez donner des précisions en cas de différences entre les personnes physiques et les sociétés professionnelles.

Voir la réponse à la question C10 dans l'étude de l'IFAC.

Une personne physique ou morale peut déposer une demande d'agrément à tout moment; toutefois, l'examen de CPA n'a lieu qu'une fois par an.

23. Y a-t-il des différences sur le plan des prescriptions et/ou procédures en matière d'agrément selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, etc.)? Veuillez donner des précisions. Quel type de documentation est nécessaire/accepté? Les documents émis dans d'autres pays sont-ils acceptables? Veuillez donner des précisions.

Voir les réponses aux questions B11 et C1 dans l'étude de l'IFAC.

24. Que se passe-t-il lorsque la personne physique ou la société professionnelle ne respecte plus les conditions régissant l'agrément?

Si les conditions régissant l'agrément ne sont plus respectées, le professionnel comptable n'a plus le droit d'exercer les activités réglementées, à savoir l'audit.

V. RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS

25. Les qualifications obtenues par les professionnels étrangers dans un autre pays peuvent-elles être prises en compte? Des accords bilatéraux ont-ils été conclus avec d'autres pays à ce sujet?

Voir les réponses aux questions B3, B5 et B6b dans l'étude de l'OCDE.

26. Existe-t-il des accords de reconnaissance automatique ou de reconnaissance mutuelle entre les organisations professionnelles dans votre pays et leurs homologues dans d'autres pays? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les principales caractéristiques de ces accords; dans la négative, veuillez en donner la raison.

Voir la réponse à la question H3 dans l'étude de l'IFAC.

27. Lorsque les qualifications acquises à l'étranger peuvent être prises en compte, l'intéressé doit-il passer un examen local complet ou recevoir une formation locale pendant plus de 12 mois? Veuillez donner des précisions. La pratique d'une activité de comptabilité réglementée est-elle toujours subordonnée à un agrément local? Veuillez préciser les cas dans lesquels il n'en est pas ainsi.

Voir la réponse à la question B6 dans l'étude de l'OCDE et à la question B7 dans l'étude de l'IFAC.

28. Quelles sont les prescriptions en matière d'agrément applicables aux professionnels étrangers autorisés à exercer dans leur pays d'origine? Certaines activités (réglementées) peuvent-elles être menées sous couvert d'un agrément étranger?

Voir les réponses aux questions B1, B2, B3, B4, B5 et B6 dans l'étude de l'OCDE.

VI. REGLEMENTATIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT D'UNE PRESENCE COMMERCIALE

29. Y a-t-il des restrictions concernant la forme que peut prendre l'établissement ("partnership", société de capitaux, autres)? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question A1 dans l'étude de l'OCDE.

30. Y a-t-il des restrictions concernant l'investissement étranger direct et la participation en capital social, y compris des restrictions s'appliquant aux personnes physiques ou sociétés professionnelles n'ayant pas de qualifications locales? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question A2 dans l'étude de l'OCDE.

31. Y a-t-il une obligation de recruter sur place un nombre ou un pourcentage minimum de directeurs, cadres ou employés (veuillez donner des précisions)?

Voir la réponse à la question A2 dans l'étude de l'OCDE.

32. Y a-t-il des restrictions concernant la faculté des sociétés professionnelles établies localement d'instaurer des relations internationales (participation à un réseau international, association avec des sociétés étrangères, etc.)? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question A5 dans l'étude de l'OCDE.

33. Y a-t-il des restrictions concernant l'utilisation de noms internationaux ou étrangers par les sociétés professionnelles?

Voir la réponse à la question A6 dans l'étude de l'OCDE.

VII. REGLEMENTATIONS REGISSANT L'ADMISSION ET LE SEJOUR TEMPORAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES AUX FINS DE LA FOURNITURE DE SERVICES COMPTABLES

34. L'admission et le séjour des professionnels sont-ils subordonnés à une analyse des besoins du marché du travail ou soumis à toute autre restriction? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse aux questions A4 et C2 dans l'étude de l'OCDE.

35. Y a-t-il une procédure facilitant l'admission et le séjour temporaires des professionnels aux fins de la fourniture de services comptables? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question B2 dans l'étude de l'OCDE.

36. Y a-t-il des restrictions concernant l'embauche de professionnels locaux par des sociétés et des professionnels étrangers? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question C4 dans l'étude de l'OCDE.

VIII. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NATIONALITE/RESIDENCE

37. Une condition concernant la nationalité/résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, commencer une formation, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez donner des précisions.

Voir la réponse à la question B1 dans l'étude de l'OCDE.

38. Une condition concernant l'établissement, la résidence préalable ou la résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez indiquer les conditions applicables et ce qu'il faut entendre par établissement, résidence, etc., le cas échéant. L'établissement professionnel dans plusieurs pays est-il possible?

Voir les réponses aux questions B4 et C1 dans l'étude de l'OCDE.